

le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

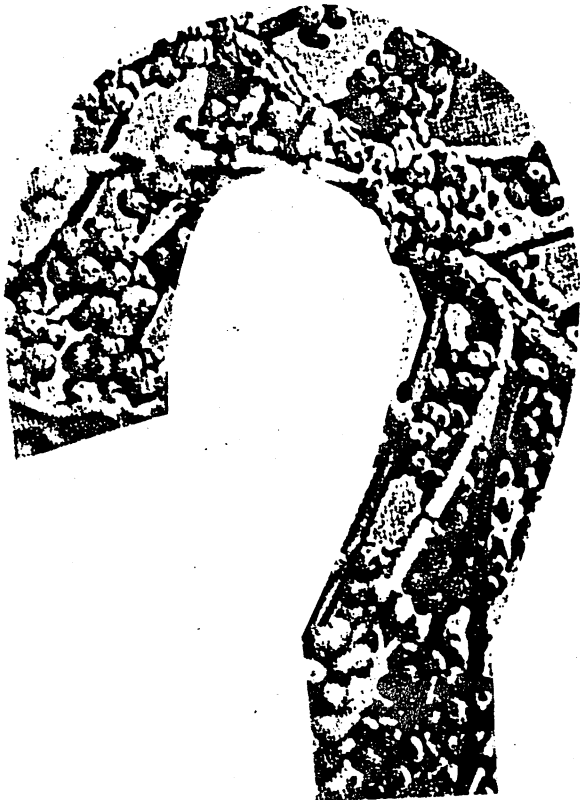
UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

JUILLET/AOUT 1987

NO 162

PRIX : 3 FF

COTE D'IVOIRE : LES PRIX CHUTENT LE MODELE DE L'AFRIQUE S'AFFAISSE



SOMMAIRE

Pages 2 et 3

- Editorial

Page 4

- Côte d'Ivoire : conditions de travail inhumaines à la Scodi

Pages 5 et 6

- Mali : les travailleurs immigrés face à la carence du gouvernement

Page 6 et 7

- Sénégal : les promesses électorales vont bon train

- les paysans préoccupés par les problèmes de semences et d'engrais

Pages 8, 9 et 10

- Sankara, un dictateur comme les autres

Pages 10, 11 et 12

- Quelles perspectives pour les révolutionnaires d'Afrique ?

Page 13

- Divers échos

ABONNEMENT

France : 1 an

- Pli ouvert 55 FF

- Pli fermé 65 FF

A D R E S S E

DUFEAL-COMBAT OU-
VRIER Pour le PAT
B.P. 42
92114 CLICHY Cedex

é d i t o r i a l

COTE D'IVOIRE

LES PRIX CHUTENT, LE "MODELE" AFRICAIN S'AFFAISSE

La nouvelle est tombée au début de juin: la Côte-d'Ivoire refuse de payer sa dette importante envers les pays impérialistes. Ce refus est-il définitif de la part de Houphouët ou a-t-il tout simplement repoussé l'échéance de remboursement ? Toujours est-t-il qu'il a plus de 300 milliards de francs CFA à payer.

Comme par hasard, ce n'est ni "Radio Côte d'Ivoire", ni la télé, ni "Fraternité Matin", le quotidien officiel, qui ont annoncé la nouvelle. C'est l'hebdomadaire "Jeune Afrique". Et pour cause. Houphouët s'est bien gardé de faire annoncer la nouvelle à Abidjan. On ne sait pas comment les Ivoiriens, frappés dans leur grande majorité par la crise, certains ne sachant comment "boucler" leur fin de mois, d'autres privés de la moindre commodité, pourraient réagir.

Certes, l'image qui frappe le visiteur qui arrive à Abidjan, c'est celle des buildings ultra-modernes, une cathédrale qui vaut son pesant d'or, de belles voitures circulant dans les rues bordées de grands magasins aux riches vitrines. Mais cela, c'est le côté jardin.

Car, côté cour, la Côte d'Ivoire, c'est un pays en crise profonde: un régime impuissant à apporter la moindre solution aux problèmes de la population, dirigé par des gens corrompus dont la principale activité consiste à amasser, à détourner le plus d'argent des caisses de l'Etat.

Comme la plupart des pays du tiers-monde, plus de la moitié de la population ivoirienne est jeune. Et le chômage frappe près de 2/3 de cette population. Combien de licenciés, de bacheliers, de titulaires du BEPC hantent les couloirs des ministères, en quête d'un emploi ou d'un concours à passer. Ils sont des milliers.

Ne parlons même pas de la population âgée. Les chômeurs se comptent par milliers. Chaque jour apporte son lot de "compressés". Il faut entendre par là des licenciés pour cause économique n'ayant aucune allocation de chômage.

Dans les campagnes, la situation n'est pas mieux. Les paysans subissent les contre-coups de la grande sécheresse accompagnée de feux de brousse des années 83 et 84. Des milliers de petits paysans y avaient perdu tous leurs biens. Ils ont à tout recommencer, sans crédit ni aucune aide de l'Etat. Les gens du gouvernement sont bien trop occupés à se remplir les poches et à aider leurs proches parents pour s'occuper des paysans dont les plantations ont brûlé. Quand en plus de cela, les cours du café et du cacao chutent de 40% pour le premier et 25% pour le deuxième cette année, alors vraiment

c'est vraiment la catastrophe.

Partout, dans chaque famille, on entend les mêmes paroles: comment faire pour vivre au moins, et ensuite assurer un hypothétique avenir à ses enfants. Oui, même en Côte d'Ivoire, pays qui était considéré comme un modèle de réussite par les défenseurs du capitalisme, l'horizon est bouché. Houphouët a beau cacher à sa population que les caisses de l'Etat sont vides et que le pays ne peut plus payer ses dettes, il ne peut empêcher l'inquiétude, voire même la colère jusqu'à maintenant retenue d'une grande partie de la population démunie.

D'ailleurs, il s'est empressé d'annoncer dans la presse ivoirienne - cette même presse qui n'a pas été autorisée à dire un seul mot sur la dette ivoirienne - que non seulement les salaires des fonctionnaires, mais aussi les revenus des paysans seront garantis, quoi qu'on dise. Une manière comme une autre de rassurer les populations que les informations de "Jeune Afrique" avaient commencé à alarmer.

De toutes les façons, c'est le minimum qu'il puisse faire. Des promesses, toujours des promesses. Par contre, revenus et salaires garantis ou pas, cela n'empêche pas le niveau de vie des populations de baisser un peu chaque jour, d'être rongé par l'inflation dont on évite de publier le taux, tellement qu'il est élevé. Le problème qui se pose n'est pas spécifique à la Côte d'Ivoire. Il s'agit d'une crise de l'ensemble du monde capitaliste.

La politique d'Houphouët qui consistait à attirer les capitaux étrangers en leur accordant toutes les facilités semblait être payante durant quelques années, puisque la Côte d'Ivoire a été souvent montrée comme la vitrine des pays sous-développés. Mais le "miracle ivoirien" dont on a tant vanté le mérite s'est effondré avec la chute du prix de café et de cacao.

Houphouët découvre peut-être aujourd'hui qu'il a beau être un fidèle parmi les fidèles serviteurs de l'impérialisme, qu'il a beau avoir été un ministre du gouvernement français à l'époque coloniale, mais que ce n'est pas pour autant qu'il aura un traitement de faveur. La bourgeoisie impérialiste n'a même pas la reconnaissance du service rendu quand il s'agit de l'argent.

Oh! ce n'est pas Houphouët Boigny, ni les riches privilégiés de la Côte d'Ivoire qui ont amassé des milliards tout en servant l'impérialisme, qui auront à déboursier de leurs poches pour payer les dettes aggravées par la baisse des prix du café et du cacao. Pour trouver les plus de 300 milliards de FCFA que le Côte d'Ivoire doit rembourser le régime va faire payer les pauvres, les petits salariés, les petits paysans en baissant leur niveau de vie.

S'il y a une chose que nos dirigeants savent faire, c'est justement de prendre encore plus dans la poche de ceux qui n'ont rien. Ils savent faire payer la crise aux pauvres. Les riches, eux, vont continuer à vivre tranquillement dans les villas, avec leurs mercedes climatisées. Le champagne va toujours continuer de couler à flot à Cocody ou à la Riviera. Et ces messieurs et ces dames vont continuer à venir faire leurs emplettes à Paris comme si de rien n'était. Et ils peuvent toujours compter sur l'impérialisme pour mâter tous ceux qui oseraient se révolter contre ce système.

COTE D'IVOIRE : CONDITIONS DE TRAVAIL INHUMANES A LA SCODI

Dans "Ivoir'Soir" (un nouveau journal ivoirien) daté du 1er juin, a été consacré un article relatif aux conditions de travail dans la SCODI, une usine qui fabrique des boîtes de conserve de thon. Cette usine, relativement importante, emploie 650 personnes dont 450 ouvrières qui produisent, selon le même journal, 250.000 boîtes de conserve par jour.

A travers l'article en question, écrit en des termes modérés et même prudents, transparaissent tout de même des conditions de travail très dures. Dans un entrepôt aménagé en usine, travaillent debout, "comme des automates", 450 ouvrières dont les plus jeunes sont âgées d'une trentaine d'années.

Les ouvrières portent des bottes qui posent des problèmes, ne serait-ce que parce que celles-ci leur alourdissent davantage les jambes fatiguées. Mais elles n'ont pas de gants qui font pourtant partie depuis longtemps de leurs multiples et légitimes revendications.

L'absence des gants les expose en effet à "des blessures fréquentes aux doigts et aux risques énormes de contracter des rhumatismes". Les ouvrières se blessent aussi parce qu'elles glissent parfois sur le "sol vert de moisissure" sur lequel "ruisselle une eau ensanglantée où surnagent çà et là des miettes de thon".

Et puis, comme cela est le cas partout en Afrique, il n'y a pas une cantine où elles puissent s'asseoir et déjeuner. A midi, heure de coupure, elles sont obligées de manger "debout ou assises à même le sol, certaines au soleil, d'autres sous un hangar (sorte de véranda)", des repas achetés dans les "maquis" (restaurants populaires) proches de la SCODI.

Sur le plan protection sociale, elles sont obligées de compter sur elles-mêmes, lorsqu'un malheur frappe l'une d'entre elles. Elles font jouer la solidarité et collectent une somme d'argent pour la personne nécessiteuse - malgré leurs maigres salaires.

La SCODI n'est évidemment pas la seule entreprise du pays où les conditions de travail sont dangereuses. Il y en a certainement d'autres dont les journaux locaux parlent rarement.

Au siècle dernier, les travailleurs d'Europe et d'Amérique vivaient le même calvaire. Et c'est par des luttes parfois sanglantes contre les patrons qu'ils ont arraché certains avantages sociaux tels que l'amélioration des conditions de travail et l'augmentation des salaires.

Les travailleuses de la SCODI n'hésitent pas, semble-t-il, à réclamer ce qui leur manque. Et il faudrait certainement des luttes parfois dures, comme les travailleurs d'Europe et d'Amérique ont eu à le faire pour obtenir des conditions de travail plus humaines.

D'ailleurs c'est les patrons eux-mêmes qui vont les pousser dans cette voie. Car s'ils dépensent volontiers des millions pour acheter des machines ultra-modernes qui permettent de produire plus pour qu'ils réalisent davantage de profits, ils se moquent des risques que les travailleurs prennent et ils ne veulent rien dépenser pour procurer à ceux-ci l'équipement nécessaire (fussent-ils de simples gants) à leur protection.

MALI: LES TRAVAILLEURS IMMIGRES FACE A LA CARENCE DU GOUVERNEMENT

Depuis quelques années, on assiste à un certain nombre d'initiatives des travailleurs maliens en France. Certains s'installent ici avec leurs familles, d'autres préconisent le retour dans le but de créer des champs collectifs; d'autres encore ressortent pour chercher du travail ailleurs (Libye, Gabon etc...).

Les travailleurs qui restent ici sont en général regroupés dans les communautés villageoises, voire dans les associations régionales ou même nationales. Les communautés villageoises jouent un rôle important d'entraide pour les membres, mais aussi pour les familles restées au pays. C'est ainsi que des ressortissants de Teïcyby, dans l'arrondissement d'Aouro (région de Kayes) ont côtisé pour construire un centre de santé dans leur village comprenant un dispensaire et une clinique.

Car, quand auparavant leurs parents tombaient malades, ils étaient obligés d'aller en Mauritanie ou à kayes, c'est-à-dire à 100 km de leur village pour se faire soigner. Maintenant, les habitants de ce village et des villages environnants se font soigner dans ce centre gratuitement à condition d'avoir les moyens d'acheter son médicament.

Ce genre d'initiative se multiplie actuellement au Mali. La plus récente a été la construction à Moréna (Djombokou) d'un centre de soins. Ce centre a été inauguré le 17 Janvier 1987; il a été financé par 407 ressortissants du village voisin qui se sont associés. Le centre comprend une maternité, un dispensaire, une clinique et une pharmacie.

Dans les deux cas, les travailleurs ont envoyé des délégués à Bamako pour négocier durement avec le gouvernement dans le but d'obtenir un personnel médical et son affectation dans les centres. Chose qu'ils ont fini par obtenir.

Tout cela s'explique par le fait que quand les travailleurs retournent en vacances au pays, ils sont révoltés par l'arriération qui existe dans le village. Car dans ce dernier, les paysans vivent comme leurs ancêtres d'il y a des siècles, à savoir sans électricité, sans dispensaire et sans école. Et même quand il y en a -c'est le cas de l'arrondissement de Aouro dans lequel habitent 50.000 personnes- il n'y a qu'un seul dispensaire. Souvent, on n'y trouve même pas un seul comprimé d'aspirine.

Les travailleurs ont bien raison de vouloir doter leur village d'un centre de santé ou de construire des écoles pour leurs enfants. Et pourtant ces tâches, ces responsabilités incombent au gouvernement, car tout corrompu qu'il soit, celui-ci doit se préoccuper de la santé et de la scolarisation de la population. Les travailleurs ont raison de vouloir améliorer les conditions de vie des parents restés au pays, car ils savent qu'ils ne peuvent pas compter sur le gouvernement des galonnés et civils corrompus de Bamako.

Le problème, c'est que si on construisait des centres de santé et des écoles dans tous les villages, d'où viendront les médicaments car les industriels pharmaceutiques ne feront pas de cadeau à la population qui a besoin de se faire soigner. Ce n'est pas non plus le gouvernement qui va débloquer un budget important pour améliorer ces centres de santé. Car même à Bamako, il y a souvent des ruptures de stocks. Même dans l'un des plus grands centres hospitaliers de la capitale, l'hôpital Gabriel Touré, il n'y a pas assez de médicaments.

L'action des travailleurs montre, s'il en est besoin, l'incapacité du gouvernement de remplir des tâches et responsabilités qui lui incombent à l'égard de la population. Cela démontre l'inutilité de ce gouvernement; et il faut remettre celui-ci en cause un jour pour que la population prenne en charge complètement son destin.

Les travailleurs ont démontré qu'ils sont capables de construire des centres de santé, des écoles et envoyer de l'argent pour faire vivre des centaines de milliers de personnes. Ils ont démontré qu'ils peuvent aussi se passer des dirigeants pour s'occuper de leurs propres problèmes ainsi que l'ensemble des problèmes de la population du Mali. Ils pourront sûrement diriger le pays d'une manière démocratique sans ces bourgeois pourris.

SENEGAL : LES PROMESSES ELECTORALES VONT BON TRAIN

C'est le 28 Février 1988 que vont avoir lieu les élections présidentielles et législatives. Mais depuis longtemps déjà, le Parti Socialiste d'Abdou Diouf est en campagne. Il est rare de tomber sur un numéro du quotidien gouvernemental "Le Soleil" où l'on ne fait pas de la publicité sur une "conférence", un meeting, une "tourné régionale" de tel ou tel dignitaire vantant les mérites d'Abdou Diouf. Après le COSAPAD (Comité de Soutien à l'Action du Président Abdou Diouf), après le "Club des Amis de Jean Collin", voilà maintenant un nouveau né: "le Club des Amis d'Elisabeth Diouf.

Du côté de l'opposition, Abdoulaye Wade, à la tête du PDS (Parti Démocratique Sénégalais) s'est lui aussi lancé dans la campagne électorale: "je suis candidat à la candidature unique de l'opposition", a-t-il déclaré lors d'une conférence tenue par le PDS les 11, 12 et 13 juin. En guise de programme, voici ce qu'il propose entre autres pour "stopper l'évolution actuelle et redresser la situation": mettre sur pied un "gouvernement d'union nationale", introduction d'un poste de Premier ministre, attribution du ministère des Finances à une femme, institution d'un Sénat et celle d'un "régime parlementaire", etc.

Voilà, selon lui, "la voie du salut"! Et pour ratisser large, il promet la baisse du prix du riz et la fourniture gratuite des semences aux paysans pendant les trois années qui suivront les élections. Il a lancé un appel aux "partis d'opposition, syndicats, associations, mouvements de masse, personnalités politiques, religieuses, traditionnelles, étudiants, paysans, émigrés..." pour qu'ils se regroupent derrière sa candidature unique contre Abdou Diouf.

Abdoulaye Wade voudrait que tous les autres partis politiques se taisent lors de cette campagne pour laisser à lui seul le rôle de porte-parole de tous ceux qui ne sont pas d'accord avec la politique de Diouf. Abdoulaye Wade se situe volontiers "à gauche du PS" et au "centre gauche". C'est certainement parce qu'il est "à gauche" qu'il a reçu des messages de soutien des dirigeants de droite français du RPR, de François Léotard et autres "libéraux" allemands et britanniques!

Alors Abdoulaye Wade réussira -t-il à atteler derrière lui l'ensemble des partis d'opposition? Il avait déjà tenté la même chose en 1983 lors des élections similaires, mais il n'y avait pas eu d'accord et finalement il y avait eu quatre candidats face à Diouf. Wade avait obtenu 14,71%, Abdou Diouf 83,53%. Le reste des voix pour les trois autres. Il n'est pas impossible que, comme la dernière fois, un certain nombre de "petits partis" fassent campagne pour Wade ou pour d'autres candidats éventuels.

Abdoulaye Wade, à chaque occasion, utilise le slogan: "sopi! sopi!" (c'est-à-dire "changement! changement!") comme s'il venait au pouvoir à la place de Diouf, il y aurait des changements dans le pays.

Nulle part, les élections n'ont apporté un changement pour la majorité de la population. Et ce n'est certainement pas l'arrivée au pouvoir de cet ancien transfuge de l'UPS (l'ancien parti unique de Senghor) qui hier encore chantait à qui voulait l'entendre que son parti n'était "pas un parti d'opposition mais un parti de contribution", qui le ferait.

Le PDS d'Aboulaye Wade n'est pas le seul parti qui critique le régime de Diouf. Il y en a même parmi ces partis certains qui, comme le PIT, le PAI ou le LD-MPT, se réclament des travailleurs et d'autres même du communisme. Mais ils ne valent pas mieux même quand ils ne sont pas d'accord avec le PDS. Car aucun d'entre eux ne remet vraiment en cause cette société capitaliste.

Les travailleurs de ce pays, comme l'ensemble des petites gens, ont des choses particulières à exprimer. Et s'il y avait un parti ouvrier représentant leurs intérêts, celui-ci pourrait utiliser l'occasion de ces élections (élections d'ailleurs truquées d'avance) non pas pour faire croire que par un bulletin de vote on peut changer les choses, mais pour expliquer aux masses ouvrières la nécessité de s'organiser en tant qu'exploités pour renverser cette société d'exploitation. Pour leur expliquer que le seul moyen de changer cette société, c'est la lutte, c'est la révolution prolétarienne.

SENEGAL

LES PAYSANS PREOCCUPES PAR LES PROBLEMES DE SEMENCES ET D'ENGRAIS

Au Sénégal, la campagne agricole est marquée dans beaucoup de régions par le problème des semences et des engrais. Les autorités et la SONACOS (société qui commercialise les semences, engrais et matériels agricoles) s'inquiètent de la baisse importante des achats de ces produits.

Dans la première moitié de juin, à Thiès par exemple, une quantité de 5,528 tonnes de semences seulement a été achetée sur un quota de 1.000 tonnes. Dans la région de Kaolack, les achats représentent seulement 5.815 tonnes sur une quantité de 19.085 tonnes. Et c'est la même situation dans bien d'autres régions.

Cette situation semble préoccupante pour les dirigeants et une campagne de sensibilisation est menée un peu partout pour relancer surtout la consommation des engrais. Les dirigeants parlent de la nécessité de fertiliser le sol, comme si le côté argent ne les intéresse pas beaucoup.

Les paysans sont préoccupés par ces problèmes beaucoup plus que les dirigeants. Et s'ils achètent de moins en moins d'engrais, cela s'explique tout simplement par le fait que les engrais coûtent cher et qu'ils n'ont pas les moyens d'en acheter. Pour les semences par exemple, selon l'Union Régionale des Coopératives, le prix "est passé de 105 à 121 FCFA" alors que "le prix au producteur de l'arachide est maintenu à 95 F".

De plus, il est question de vendre l'engrais et les semences au prix comptant. Dans ces conditions, il n'y a rien d'étonnant au fait que la vente de ces produits soit en baisse.

Dans le passé, les paysans achetaient les semences à crédit et remboursaient après la récolte. C'est ce que les sections villageoises de Thiès par exemple ont fait cette année en remboursant à la CNCA (Caisse Nationale de Crédit Agricole) 94% sur un "exigible de 400 millions". Alors pourquoi exiger maintenant un achat au comptant? Où les paysans trouveront-ils la somme nécessaire?

Si le gouvernement veut vraiment la fertilisation du sol, s'il veut que les paysans utilisent davantage d'engrais et de semences, qu'il s'entende avec la SONACOS pour leur distribuer gratuitement les semences et les engrais. Ou alors, puisque c'est le gouvernement qui fixe le prix, qu'il l'augmente. Et ce ne serait d'ailleurs que justice puisque c'est la SONACOS et surtout l'Etat qui tirent grand profit de la production de l'arachide.

SANKARA : UN DICTATEUR COMME LES AUTRES

Au moins trois dirigeants syndicalistes dont Soumané Touré, secrétaire général de la Confédération Syndicale Burkinabé, ont été récemment arrêtés sous le fallacieux prétexte de "menées subversives" et d'actions "contre-révolutionnaires".

A propos de Soumané Touré, Sankara dit qu'il n'est pas à l'origine de son arrestation. Ce seraient les CDR (Comités de Défense de la Révolution) qui auraient pris tout seuls la décision, qu'il approuve, d'arrêter Soumané.

Quelle plaisanterie! C'est bien tout de même Sankara qui a créé les CDR qui existent dans le pays et qui encadrent toute la population. Sous prétexte de "défendre la Révolution", ces gens-là n'hésitent pas à utiliser la violence et commettre vols et exactions.

L'auteur de "Sankara le Rebelle" qui passe pour un grand admirateur et même un "ami" et "confident" du président Burkinabé a déclaré lors d'une interview accordée à "Jeune Afrique": "J'ai dit au président Sankara que le jour où il ferait une connerie, je serai le premier à le dire (...) Et je l'ai fait quand les CDR se comportaient comme des brigands."

Et ce sont ces "brigands"-là qui constituent les troupes du Capitaine. C'est Sankara qui les contrôle, qui donne des ordres. Et la décision d'arrêter Soumané vient bien entendu de lui. D'ailleurs ce n'est pas la première fois qu'il a arrêté ce syndicaliste gênant selon lui.

Bien avant Sankara, des dirigeants nationalistes africains comme Sékou Touré et N'krumah se disaient "progressistes". Ils prétendaient lutter contre les injustices, pour la liberté et la démocratie, mais ils n'hésitaient pas à emprisonner, à éliminer les opposants à leur politique. Sankara se comporte aujourd'hui comme eux.

Et pourtant ces dictateurs étaient populaires en leur temps, du moins au tout début de leur accession au pouvoir. Sankara aussi était populaire, quand il est arrivé au pouvoir en 1983. Dès son arrivée au pouvoir, il a pris certaines mesures qui ont plu non seulement à l'intérieur du Burkina, mais même dans d'autres pays d'Afrique. Aux yeux de certains, Sankara passe pour plus honnête, plus intègre que la plupart de nos chefs d'Etat africains comme Mobutu et autres qui confondent volontairement leurs poches et les fonds publics de l'Etat.

Par exemple, il s'est présenté devant un tribunal du "peuple" pour déclarer qu'il ne possède aucune fortune personnelle; il a demandé à ses ministres d'en faire autant. Il critique verbalement l'impérialisme et prétend lui faire face. Ce comportement semble différent de celui de la plupart des chefs d'Etat comme Bongo et compagnie qui rampent devant les dirigeants de l'impérialisme.

Là s'arrête la comparaison, parce que, fondamentalement - et mis à part son verbiage révolutionnaire et son comportement sa politique n'a rien de différent, de démocratique par rapport à celle des autres régimes actuels en Afrique.

Au Burkina, passée l'euphorie des premières mesures plus ou moins populaires dictées par Sankara, c'est la répression qui s'abat maintenant sur tous ceux qui contestent tant soit peu le pouvoir en place à Ouagadougou; ils sont tout de suite qualifiés de "contre-révolutionnaires". Même certains compagnons de Sankara, ceux-là mêmes qui l'ont aidé à prendre le pouvoir sont soit écartés, soit emprisonnés, de peur qu'ils n'apparaissent comme des rivaux.

Peu après son arrivée au pouvoir, Sankara a décrété que désormais tous les partis politiques sont interdits et que seules les organisations dites "de masse" ont droit de cité. Or les CDR ne sont rien d'autre que le parti unique de Sankara caché sous l'appellation de mouvement de masse. Une manière plus subtile d'interdire tous les autres partis politiques que l'ancien régime n'avait pas réussi à baillonner.

Les syndicats, légalement autorisés à exercer en tant que mouvement de masse, sont cependant soumis à une étroite surveillance. La marge de manoeuvre des dirigeants syndicaux est devenue restreinte. Les grèves ne sont pas interdites, mais quand il y a grève, les dirigeants de ces grèves sont arrêtés sous prétexte qu'ils sont "contrerévolutionnaires".

Il se trouve ici dans l'émigration des travailleurs qui croient sincèrement que Sankara est honnête, qu'il veut faire du bien pour son peuple et qu'il faut attendre encore quelques années pour le juger. Bientôt ce sera 4 ans que Sankara est au pouvoir. Et d'année en année il ne fait qu'asseoir sa dictature. Le chemin qu'il est en train de parcourir, d'autres dirigeants "progressistes" l'ont déjà fait avant lui en Afrique. On a vu ce que cela a donné en Guinée sous Sékou Touré ou) avant lui au Ghana sous N'krumah et plus près de nous, Mengistu et Rawlings, en Ethiopie et au Ghana.

Mais même si Sankara était honnête, même si réellement il voulait changer les conditions de vie des masses laborieuses, même s'il en avait la volonté, il ne le pourrait pas à coups de décrets, par en haut, sans la participation consciente des premiers concernés, c'est-à-dire les populations.

La politique nationaliste, teintée de "progressisme" de Sankara qui se coule dans le moule du système capitaliste, n'inquiète, ni n'égratigne la toute puissance de l'impérialisme, à l'heure où tout se joue et se décide non pas à l'échelle d'un pays, mais à l'échelle mondiale. Il en va ainsi des matières premières produites en Afrique, comme le cacao, le café, le coton, dont les prix sont décidés sur les marchés internationaux et non par les pays producteurs.

Seul le prolétariat, en tant que force sociale qui existe à l'échelle du monde, peut combattre efficacement l'impérialisme, peut lui porter des coups mortels. Non pas seulement le prolétariat Burkinabé, pris à part sans lien organique avec celui des autres pays, mais tout l'ensemble du prolétariat africain et, par-delà, le prolétariat international.

Laissons à leur triste sort tous ceux qui admirent béatement Sankara; tous ceux qui, les bras croisés, attendent que Sankara apportent des solutions aux maux qui frappent le Burkina. Mais ceux qui sont sincèrement révoltés par la misère, la pauvreté; qui pensent qu'il faut faire quelque chose contre l'exploitation dont sont victimes les classes laborieuses, eh bien, que ceux-là se tournent vers le prolétariat.

C'est de ce prolétariat que viendra le salut de l'Afrique et du Tiers-Monde qui souffrent cruellement de tous les maux de la terre; c'est de lui que viendra le salut de l'humanité. Car le prolétariat, en s'émancipant de l'oppression capitaliste, peut libérer le monde, peut changer de fond en comble la société capitaliste pour mettre à la place une société plus juste, une société plus humaine.

QUELLES PERSPECTIVES POUR LES REVOLUTIONNAIRES D'AFRIQUE?

Pour tous les révolutionnaires qui militent dans un des pays d'Afrique, se pose la question importante: dans quelle perspective ils doivent engager la lutte pour changer la situation inhumaine de ce continent?

Pour les communistes révolutionnaires, il n'y a pas de doute, tout changement radical en Afrique, la fin de la dictature, la fin du sous-développement ne peut s'effectuer qu'avec le renversement de la bourgeoisie, l'abolition du capitalisme en Afrique et dans tous les pays du monde, plus particulièrement dans les métropoles capitalistes d'Europe et d'Amérique.

Car ce sont ces grandes puissances impérialistes qui dominent le monde, qui installent des dictateurs pour défendre leurs intérêts dans les pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine. Pour la suppression de l'exploitation et de l'oppression, il ne suffit pas d'abattre la dictature dans nos pays; il est nécessaire de mener une lutte au-delà de nos frontières, au-delà de notre continent, contre l'impérialisme, y compris dans les métropoles les plus importantes.

Les communistes révolutionnaires du temps de Marx, de Lénine et même à l'heure actuelle, militent dans la perspective que la révolution ne peut être qu'à l'échelle mondiale. La fin de la misère et de l'oppression ne peut se faire qu'avec la suppression de la bourgeoisie à l'échelle de la planète. Cette perspective, c'est une perspective générale vers laquelle tendent toutes les actions des révolutionnaires.

En plus du fait de poser le problème de la révolution à l'échelle du monde, les militants révolutionnaires se doivent de se donner des perspectives transitoires, accessibles à la conscience des masses africaines. Et à ce sujet, l'histoire elle-même fournit pour les pays d'Afrique des réponses à ce problème. Lutter pour une révolution en Afrique, au-delà des frontières, pour une fédération des Etats-Unis d'Afrique n'est pas un but utopique.

Du temps de la colonisation, les pays capitalistes se sont partagé le continent comme un gâteau. Chaque pays colonisateur a occupé des territoires suivant sa capacité de courir plus vite que les autres. A la décolonisation, les frontières artificielles ont subsisté, laissant des Etats absolument non viables, sans tenir compte des populations.

Les capitalistes préféraient voir l'Afrique découpée en mille morceaux; c'est la loi de diviser pour mieux régner. Ils préfèrent avoir à faire à des petits Etats, parfois sans grandes ressources industrielles ou agricoles, ou n'ayant juste qu'une ou deux cultures d'exportation qui sont liées aux besoins des pays capitalistes.

L'impérialisme a découpé l'Afrique avec des frontières qui ont fait éclater les peuples, les ethnies dans plusieurs petits Etats. A la frontière du Sénégal, du Mali et de la Mauritanie, c'est la même population. Entre le Ghana et la Côte d'Ivoire, c'est pareil etc... Certains Etats comptent des dizaines voire des centaines d'ethnies, comme le Cameroun, la Côte d'Ivoire etc ... Les divers pays d'Afrique sont une création totalement artificielle du colonialisme et de l'impérialisme.

Alors il est temps que l'on supprime toutes ces frontières, toutes ces barrières. Il est temps que se créent des entités plus grandes, politiquement et économiquement plus viables.

Déjà lors de la lutte contre le colonialisme, l'intelligentsia africaine avait des grandes ambitions. Les militants anticolonialistes envisageaient la lutte à l'échelle du continent. Les idées panafricanistes de W.B. Dubois, Marcus Garvey et par la suite Padmore ont eu des partisans comme N'krumah. En Afrique de l'Ouest, la création du RDA correspondaient à un sentiment de lutte non pas à l'échelle d'un mais de plusieurs pays. H. Boigny, Sékou Touré, G. d'Arboussier, Modibo etc...étaient des dirigeants d'une section du RDA de tel ou tel pays.

Mais une fois que tous ces hommes sont arrivés au pouvoir, ils ont oublié toutes ces grandes ambitions. La bourgeoisie faible d'Afrique a lié ses intérêts à ceux de l'impérialisme et accepté de rester enfermée à l'intérieur des frontières artificielles. Une des seules tentatives de réunification lors de l'indépendance a été celle du Sénégal et du Soudan en une confédération: la confédération du Mali.

Cette confédération n'a vécu que quelques mois. La pression de l'impérialisme français a joué un rôle certain dans son éclatement. Et les ambitions mesquines des valets africains qui voulaient le pouvoir chacun dans sa région ont joué dans le même sens. Ainsi donc, on ne peut pas compter sur la bourgeoisie de nos pays pour que l'unité de l'Afrique se fasse. L'OUA (organisation de l'unité africaine), créée en 1963, est un exemple flagrant.

L'unité des pays d'Afrique sera faite par les prolétaires et les paysans pauvres ou ne se fera pas. Les pauvres vivent la même misère, la même oppression, quel que soit le pays, quelle que soit la population. Ils ont tout à gagner dans le changement de cette société pourrie. C'est pourquoi les militants révolutionnaires doivent avoir comme but la création d'un parti révolutionnaire pour toute l'Afrique. Un parti qui propose aux masses de tous les pays, aux ouvriers en alliance avec les paysans pauvres, la révolution à l'échelle d'une région de l'Afrique, à l'échelle du continent.

La fédération socialiste des Etats d'Afrique, avec des gouvernements les plus démocratiques pour tous les peuples, pour toutes les ethnies, est possible. Cette fédération unifiera l'économie d'un pays à celles des autres. Avec une telle fédération, il y aura plus de possibilités, plus de puissance. Un Etat tout seul a moins de possibilités, il ne possède pas toutes les richesses humaines et matérielles pour se développer, pour satisfaire les besoins immédiats de la population. Mais toute une région, tout un continent, c'est nettement différent. Dans un continent, ce que possède un pays peut se conjuguer avec celui d'un autre.

Tout un continent est nettement plus puissant et est capable de résister à toute attaque, à toute pression venant des Etats impérialistes. Tout un continent qui se soulève pour sa libération peut servir d'exemple à tous les peuples. Des centaines de millions de personnes prêtes à lutter contre l'exploitation, la misère et l'oppression deviennent une force qu'aucune puissance impérialiste n'arrivera à vaincre.

Cela peut entraîner des peuples entiers d'autres continents vers la révolution. En particulier les Noirs d'Amérique qui ont été des esclaves pendant des siècles et qui sont maintenant les plus pauvres, qui subissent en plus le racisme aux Etats-Unis. Cela peut entraîner la révolte généralisée des Noirs pauvres des Caraïbes, des peuples d'Amérique latine et d'Asie pour se libérer.

Cela peut plus facilement propager la révolution dans le reste du monde, y compris dans les métropoles capitalistes. C'est l'ambition des communistes révolutionnaires.

ECHOS ECHOS ECHOS

SENEGAL : APRES LA NPA VOICI LA NPI

Une nouvelle expression est à la mode ces temps-ci dans la bouche des représentants de l'Etat. Partout, à chaque occasion, ils parlent de la "Nouvelle Politique Industrielle" (NPI). De quoi s'agit-il exactement? D'après "Le Soleil", il s'agit d'une "nouvelle stratégie de développement industriel" pour "rendre les entreprises sénégalaises plus compétitives". Rien de moins!

Concrètement, il s'agit du "désengagement" de l'Etat du domaine économique pour laisser encore plus de liberté de manoeuvre aux "opérateurs économiques", entendez aux capitalistes. Il paraît qu'il y a trop "d'entraves législatives et réglementaires" et que le code du travail est trop contraignant pour les entreprises capitalistes, et qu'il faut faciliter encore plus la tâche des capitalistes.

En 1984, les paysans ont eu droit à la "Nouvelle Politique Agricole" (NPA) qui s'est concrétisée par le désengagement de l'Etat du système de la collecte de l'arachide et de la distribution des semences, des engrais, des machines agricoles, etc. au profit des huiliers, des banquiers et autres sociétés privées.

Théoriquement, cette Nouvelle Politique Agricole devait améliorer les conditions de vie des paysans et "libérer l'agriculture des aléas climatiques". On n'a vu ni l'un ni l'autre objectif. Bien au contraire, la situation des paysans n'a pas cessé de se dégrader.

Pour la "Nouvelle Politique Industrielle", les résultats sont connus d'avance. Il va certainement y avoir quelques profits de plus pour les capitalistes et des "sacrifices" supplémentaires pour les travailleurs.

COTE D'IVOIRE

Abidjan: l'autoroute du malheur

Cinq familles habitant le quartier Ebrié d'Abidjan sont sommées par le ministère des Travaux Publics de quitter leurs maisons moyennant une petite indemnisation et l'octroi d'un terrain nu dans le quartier du Plateau Dokui, à l'autre bout de la ville.

La raison de cette menace d'expulsion est qu'une autoroute qui passe en plein dans leur lotissement est prévue.

Le problème, ce n'est pas que les cinq familles s'opposent particulièrement à la construction de cette autoroute qui passerait au travers de leurs maisons. Elles veulent être indemnisées d'une manière suffisante.

Ce sont de petits salariés, ils ont payé leurs maisons avec un crédit qui a duré 15 ans. Ils sont maintenant vieux et ils n'ont pas les moyens de construire ou d'acheter une nouvelle maison.

Entrée en 6ème:

Selon que l'on est riche ou pauvre . . .

Le 18 juin, 250.000 élèves se sont présentés pour passer le concours d'entrée en 6ème. C'est une véritable hantise à la fois pour les élèves et pour les parents parce qu'il n'y a que 40.000 places disponibles dans les établissements publics.

Les candidats malheureux auront juste le droit de se représenter l'année prochaine. Evidemment les parents qui sont riches peuvent payer une école privée pour leurs enfants.

Ceux qui ne sont pas riches n'ont pas le choix. Ils laissent leurs enfants se présenter encore une ou deux fois. Si ceux-ci ne réussissent pas, ils abandonnent définitivement l'école pour essayer de trouver un petit boulot ou ils regagnent les plantations pour ceux qui vivent dans les villages.

Et ceci est le cas de la majorité des élèves et des parents en Côte d'Ivoire. Pour entrer au collège, c'est une loterie -sauf pour celui qui est d'une famille riche et qui peut faire jouer les relations. Même le journal local "Ivoir'Soir" écrit que ce concours est "le plus injuste qui soit".

L'enseignement soi-disant public est un enseignement réservé aux privilégiés. Ceux-ci ont la possibilité de faire leurs études au collège, y compris jusqu'à l'université. Les enfants du petit peuple ont moins de chance d'avoir accès à l'université, au savoir.

Locodjoro: une banlieue négligée

"Fraternité-Matin" du 15 juin se plaint de l'insalubrité de la Cité Dallas à Locodjoro en ces termes: "il est vraiment impossible de vivre avec des mouches. On observe un peu partout à Locodjoro, une guerre acharnée entre hommes et mouches". Et le journal ajoute que la faute revient aux femmes qui jettent les ordures en dehors des dépôts d'ordures.

En réalité, Locodjoro est un des quartiers populaires d'Abidjan négligés par les autorités municipales. Car ces quartiers ne disposent pas de poubelles en nombre suffisant. Les dépôts d'ordures sont souvent encombrés et mal entretenus, ce qui attire de nombreuses mouches.

Cependant, dans les quartiers résidentiels, on dépose des ordures qui sont aussitôt ramassées et les dépôts nettoyés. Parce que dans ces quartiers riches, tous ceux qui y habitent doivent vivre dans de bonnes conditions, sans peine, sans mouches.

Ce n'est donc pas un hasard si ces insectes prolifèrent dans les quartiers mal entretenus des pauvres et pas dans ceux des riches.

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autre, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en caste, contre les dictatures qui oppriment nos peuples; pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours de cette même lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.